



Syndicat des Personnels
du Réseau International du Ministère
de l'Économie, des Finances et de la
Souveraineté industrielle et Numérique

139 rue de Bercy - bâtiment Vauban - Télédéc 627 - 75572 Paris Cedex 12
sprim-fo@dgtresor.gouv.fr - Tél. : 01.53.18.83.03 - www.sprim-fo.org

Revue de presse du 29 août 2022

Presse – Actualités

- [Inflation, énergie, retraites, assurance-chômage : les dossiers chauds de la rentrée d'Elisabeth Borne – La Tribune](#)
- [Automobile : ce scénario catastrophe qui menace malgré la fin de la crise des semi-conducteurs – La Tribune](#)
- [Fonction publique : les dossiers chauds de la rentrée – Acteurs Publics](#)
- [Avec Artémis 1, les Etats-Unis entament leur retour sur la Lune – Les Echos](#)
- [Les Vingt-Sept réfléchissent à de nouveaux soutiens à l'Ukraine – Les Echos](#)
- [Royaume-Uni : face aux factures d'électricité qui explosent, les Britanniques "ne savent plus quoi faire" – France Info](#)

ARTICLES DE PRESSE

Inflation, énergie, retraites, assurance-chômage : les dossiers chauds de la rentrée d'Elisabeth Borne – La Tribune

Dans une allocution très attendue, la première ministre Elisabeth Borne va dérouler son programme de rentrée très chargé à l'occasion de la REF 2022 (Rencontre des entrepreneurs de France) organisé par le Medef sur le thème de l'Europe. Entre la montée de fièvre des prix et la crise énergétique, Matignon s'apprête à affronter un automne sous haute tension. Les marchés de l'énergie et des matières premières sont toujours secoués par les répercussions de la guerre en Ukraine. Au Parlement, le programme copieux des réformes (assurance-chômage, retraites) promet des débats particulièrement houleux.



Elisabeth Borne lors du premier conseil des ministres de la rentrée. (Crédits : Reuters)

« *Ce que nous sommes en train de vivre est de l'ordre d'une grande bascule ou d'un grand bouleversement.* » Lors du premier conseil des ministres de la rentrée la semaine dernière, le chef de l'Etat Emmanuel Macron a tenu un discours alarmiste après un été marqué par une succession de crises. Il a évoqué notamment « *la fin de ce qui pouvait être comme une abondance : des liquidités sans coûts [...], des produits et des technologies [...] de la terre et de l'eau.* »

Six mois jour pour jour après l'éclatement de la guerre en Ukraine, le gouvernement doit toujours faire face à de nombreux défis. À l'hippodrome de Longchamp ce lundi après-midi, la Première ministre Elisabeth Borne doit prononcer un discours très attendu devant un parterre de patrons, ministres et d'organisations syndicales. La Rencontre des entrepreneurs de France (REF) du Medef sera l'occasion pour la cheffe de l'exécutif de faire sa rentrée économique et sociale sur fond d'incertitudes géopolitiques et de crise climatique. Entre l'inflation, l'énergie, la réforme de l'assurance chômage et le chantier épineux des retraites, les dossiers brûlants s'accroissent sur le bureau de la Première ministre.

Lors d'un entretien accordé au *Parisien/Aujourd'hui en France* ce dimanche, Elisabeth Borne a annoncé qu'en plus d'un plan de sobriété, elle présentera « un plan d'actions de plus long terme sur la planification écologique à l'automne ». Cette feuille de route sera assortie d'un Fonds vert d'1,5 milliard d'euros à destination des collectivités pour les soutenir dans leur transition. Cette enveloppe devrait permettre de « réhabiliter des friches pour limiter l'étalement urbain, de rénover énergétiquement les bâtiments publics ou de ramener la nature dans les villes. »

L'inflation, dossier brûlant de la rentrée

L'indice des prix à la consommation continue de grimper en flèche. Après avoir atteint 6,1% en juillet, la plupart des économistes interrogés par *La Tribune* ces derniers jours estiment que le pic d'inflation n'est pas encore passé contrairement à ce qu'a affirmé le ministre de l'Economie Bruno Le Maire dans un récent entretien au quotidien Sud-Ouest. « Le choc inflationniste est très important. Le pic d'inflation est devant nous », a déclaré l'économiste de BNP-Paribas Hélène Baudchon.

Cette flambée des prix alourdit la facture pour les entreprises et les ménages depuis maintenant plusieurs mois. Face à cette poussée de fièvre des prix, le gouvernement a fait voter en plein cœur de l'été un paquet pouvoir d'achat comprenant de nombreuses mesures (bouclier tarifaire, ristourne sur l'essence, suppression de la redevance audiovisuelle, déplafonnement de la prime, revalorisation des minimas sociaux) destinées à amortir ce choc mais le prolongement de la crise énergétique pourrait bien compliquer l'équation de l'exécutif. En effet, la fin du bouclier tarifaire pourrait faire exploser les prix.

Or la perspective d'un ralentissement de l'inflation à court terme est de moins en moins crédible aux yeux de nombreux économistes. En effet, une coupure de gaz russe en Europe dans les prochains mois pourrait une nouvelle fois propulser l'indice général des prix à un niveau record. De son côté, Elisabeth Borne a tenté de rassurer. « Nous garderons des dispositifs pour amortir les hausses des prix de l'énergie. Et nous prendrons des dispositions spécifiques pour accompagner les plus fragiles. Les Français peuvent être rassurés, nous amortirons les hausses, nous n'allons pas laisser les prix de l'énergie exploser », a-t-elle indiqué dans *Le Parisien/Aujourd'hui en France*.

En outre, les tensions dans le monde du travail se multiplient. Au Royaume-Uni, une vague de grèves pour protester contre la hausse du coût de la vie s'est propagée dans de nombreux secteurs ces dernières semaines (transport, poste, hôpitaux). En France, les membres du gouvernement redoutent une montée de la grogne sociale alors que la majorité des salaires en France sont désindexés de l'inflation en France depuis les années 80, à l'exception du SMIC.

Crise énergétique avant l'hiver

En charge de la planification écologique et énergétique, Elisabeth Borne est en première ligne sur les dossiers de transition. Six mois après le début de la guerre en Ukraine, la France reste empêtrée dans de vastes difficultés énergétiques (prix,

approvisionnement, retard dans les énergies renouvelables, infrastructures nucléaires défaillantes). Débutée en Europe il y a près d'un an, cette accumulation de crises a pris des proportions colossales au cours de l'été. Les prix de gros de l'électricité pour 2023 ont battu vendredi un record pour la France en dépassant le seuil de 1.000 euros le mégawattheure (MWh), contre environ 85 euros le MWh il y un an. Les cours du gaz évoluaient à des niveaux historiques, plus vus depuis le début de l'invasion russe en Ukraine, soit plus de 300 euros le MWh.

Au mois d'août, le prix du gaz a atteint 238 euros le MWh en moyenne contre 20 euros en 2019 sur la même période sur le Vieux continent. Les prix de l'électricité dépendant en grande partie des prix du gaz continuent également de s'envoler en raison notamment des difficultés d'approvisionnement dans toute l'Europe.

Outre la flambée des prix, la volonté de remplacer le gaz par du pétrole et du charbon pourrait faire bondir les émissions de CO2 en Europe et en France. Ce qui devrait éloigner la France de ses objectifs environnementaux alors que le réchauffement climatique a frappé de plein fouet l'Hexagone cet été (sécheresse, pénurie d'eau, violents orages, méga incendies). Face à tous ces risques, le gouvernement doit présenter un projet de loi pour accélérer le déploiement des énergies renouvelables destiné à rattraper le retard tricolore. Pour rappel, la France est le seul pays européen à ne pas tenir ses objectifs en matière d'énergies renouvelables.

Mais « *la Russie a tout intérêt à réduire ou couper ses livraisons de gaz avant que l'UE n'ait eu le temps de bâtir les infrastructures permettant de diversifier ses achats (gaz liquéfié) ou de modifier son mix énergétique (investissement dans les renouvelables, voire le nucléaire)* », souligne l'économiste en chef d'Oddo BHF, Bruno Cavalier, dans une récente note. Dans ce bras de fer avec le Kremlin, l'Europe se retrouve en mauvaise posture compte tenu de son niveau de dépendance au gaz et au pétrole russe.

Assurance-chômage : la réforme explosive de la rentrée

L'autre dossier explosif de la rentrée pour la Première ministre est la réforme de l'assurance-chômage. Premier texte au menu du Parlement début octobre, ce projet de loi prévoit simplement de prolonger jusqu'à fin 2023 la convention actuelle d'assurance-chômage qui arrive à échéance le premier novembre. Les règles actuelles sont issues de la réforme décidée en 2019 sous le gouvernement d'Edouard Philippe. Elle a notamment durci les conditions d'indemnisation pour les « permittents » (ceux qui alternent emploi et chômage). Mais, du fait du Covid et des recours juridiques des syndicats, elles ne sont en vigueur que depuis le 1er octobre 2021 (pour le nouveau calcul de l'allocation) et le premier décembre (pour le durcissement des conditions d'accès).

Parmi les pistes évoquées par le gouvernement figure notamment la modulation des règles d'indemnisation en fonction de la conjoncture. « *Il faut faire en sorte que lorsque l'économie va bien, les règles soient plus incitatives à la reprise du travail et que quand l'économie va moins bien, les règles soient plus protectrices* », a répété le ministre du Travail Olivier Dussopt. Mais cette

proposition est déjà contestée par les organisations syndicales, rappelant que seuls 40% des demandeurs d'emploi (inscrits en catégories A, B et C) sont indemnisés et jugeant que c'est d'abord l'attractivité des métiers qui est en cause.

Retraites : une entrée en vigueur avant 2023 selon Macron

Le dernier grand chantier qui attend la Première ministre est la réforme des retraites. Maintes fois repoussé, ce chantier controversé promet des débats houleux à l'Assemblée nationale. En effet, le ministre de l'Economie Bruno Le Maire a affirmé dans le quotidien régional Sud Ouest que cette réforme devait progressivement entrer en vigueur à l'été 2023. Ce qui signifie que les débats auront lieu au cours de la prochaine année parlementaire. Surtout, l'exécutif ne bénéficie plus que d'une majorité relative à l'Assemblée nationale. Après les dernières élections législatives, les deux projets de loi portant sur le budget rectificatif pour 2022 et sur le pouvoir d'achat ont donné lieu à de nombreuses passes d'armes et de vifs débats avant la pause estivale.

Sur la méthode, le gouvernement a promis plus de dialogue avec les partenaires sociaux et les oppositions mais là encore, les syndicats restent sceptiques. Enfin, il reste des modalités à préciser sur la mise en œuvre, notamment sur l'âge de départ fixé à 64 ans ou 65 ans. Sur ce point, Emmanuel Macron a fait volte-face pendant la campagne présidentielle en annonçant d'abord 65 ans puis 64 ans à quelques jours du scrutin pour le second tour face à Marine Le Pen. Peut-être que le chef de l'Etat fera machine arrière s'il veut compter sur les votes de la droite à l'Assemblée nationale.

Grégoire Normand

* * *

Automobile : ce scénario catastrophe qui menace malgré la fin de la crise des semi-conducteurs – La Tribune

Avec la dégradation de l'environnement macro-économique, la hausse des prix et des taux d'intérêt qui vont peser sur la consommation, les constructeurs sont obligés de revoir leurs hypothèses de marché pour la fin de l'année, voire l'année suivante. Les conséquences de la guerre en Ukraine pourraient abattre toutes les prévisions sur la demande de véhicules neufs. Pis, la guerre du gaz pourrait suspendre la production de voitures en Allemagne. ANALYSE.



La crise du Covid a secoué l'industrie automobile, avant que celle-ci ne soit gênée par la pénurie de semi-conducteurs. (Crédits : Reuters)

La fin de l'abondance... [La déclaration d'Emmanuel Macron à l'adresse des Français](#) pourrait également sonner très fort à l'oreille des industriels automobiles. Alors que ces derniers ont publié des résultats financiers insolents au premier semestre, l'atterrissage pourrait être plus brutal qu'attendu. La crise du Covid a, certes, secoué l'industrie automobile, avant que celle-ci ne soit perturbée par la pénurie de semi-conducteurs. Mais, les constructeurs ont réussi à passer ces années difficiles avec un aplomb considérable jouant tantôt sur le chômage partiel, tantôt sur un appareil productif ultra souple, ou en profitant d'un déséquilibre favorable entre offre et demande pour imposer leurs prix. Jusqu'ici tout roulait, jusqu'à l'invasion de l'Ukraine par la Russie en janvier dernier. Cette fois, l'emballement des prix des matières premières, et notamment ceux de l'énergie, ont changé la donne avec un inquiétant effet papillon.

Un tableau macroéconomique chamboulé

Car cet été, le tableau macroéconomique a totalement et brutalement changé de nature par rapport à celui qui était attendu en début d'année : inflation à 9% (record depuis la création de l'euro), première hausse des taux d'intérêt depuis une décennie qui sera suivie de trois autres avant la fin de l'année, détérioration de tous les indicateurs avancés de confiance des consommateurs et des industriels. La prévision d'un marché automobile en hausse de 8% (source ACEA) sur l'année ne tient plus.

« La crise des semi-conducteurs n'est plus qu'un des éléments induisant un risque de contraction du marché dans un contexte de hausse des prix et de baisse de la confiance des consommateurs. D'autant que l'évolution négative de l'euro contre le dollar risque de renchérir le coût des véhicules », explique Guillaume Crunelle, directeur associé chez Deloitte et spécialiste de l'industrie automobile.

Pour les constructeurs automobiles, cette détérioration du contexte macroéconomique s'inscrit au pire moment, à savoir le resserrement réglementaire européen autour des émissions de CO₂. Sauf que les voitures

électriques coûtent de plus en plus cher. Et elles risquent de l'être encore plus avec les effets de change défavorable compte tenu du fait que l'essentiel des batteries est importé. Sans parler des taux d'intérêt qui sont sur une tendance haussière, mais reste encore à un niveau encore très bas.

La pénurie de semi-conducteurs est terminée

Chez PwC, on s'accorde sur le fait que la crise des semi-conducteurs n'est bientôt plus un sujet. « *La pénurie des semi-conducteurs est en passe d'être résorbée. Il manquera encore des approvisionnements au troisième trimestre, mais nous n'anticipons plus aucune pénurie au quatrième trimestre* », explique José Baghdad, associé responsable secteur automobile chez PwC France et Maghreb.

Toutefois, le contexte inflationniste mérite d'être nuancé : « *les tensions inflationnistes dans l'industrie automobile se sont décorréélées de l'inflation d'un point de vue macroéconomique et elles sont moins élevées qu'il y a quelques mois. On constate même des baisses de prix sur certaines matières* ».

L'Allemagne fortement exposée aux coupures d'électricité

Mais pour José Baghdad, le véritable danger est attendu cet hiver avec les conditions d'approvisionnement de l'Europe en gaz. « *L'Allemagne est le pays le plus exposé à ce risque, et nous estimons une baisse de production de 1,5 million de voitures au dernier trimestre, qui pourrait se répéter au premier trimestre 2023 si la situation se prolonge* », explique l'expert de PwC.

Autrement dit, si Vladimir Poutine coupe le gaz à l'Europe (35% des importations allemandes, 55% avant le conflit avec l'Ukraine), les usines automobiles allemandes risquent littéralement la coupure d'électricité. A titre de comparaison, l'impact de la pénurie des semi-conducteurs en Europe en 2022 représentait environ 660.000 voitures. L'hiver s'annonce très long pour les constructeurs automobiles allemands.

Ces tensions sur les prix de l'énergie risquent également de peser sur le marché de la voiture électrique. « *La forte hausse du prix de l'électricité affaiblit l'argument que le kilomètre électrique est moins cher que celui d'une voiture thermique. C'est une difficulté supplémentaire pour les constructeurs qui sont fortement invités à en vendre davantage par les régulateurs* », estime Guillaume Crunelle.

Mais ce scénario catastrophe n'en est encore qu'au stade de l'hypothèse. Ce qui l'est moins, c'est la très forte détérioration de la confiance des ménages et des industriels qui est déjà une réalité. En France, les indicateurs de confiance des consommateurs n'ont jamais été aussi bas depuis 2013. Mais pour l'heure, l'impact n'a pas encore été évalué. « *Il y a un point macroéconomique qui reste à préciser sur le comportement des consommateurs dont la cote de confiance a baissé. Pour l'heure, l'impact d'une baisse de la demande est sécurisé grâce à un carnet de commande solide qui permettrait de tenir plusieurs mois* », observe José Baghdad.

Les constructeurs chinois en embuscade

« La question est de savoir combien de temps les constructeurs continueront à bénéficier des commandes effectuées pendant la pénurie de semi-conducteurs. Au-delà, il y a un risque de contraction de la demande », juge Guillaume Crunelle, plus inquiet.

En cas de baisse de la demande, les constructeurs perdront le principal levier qui leur a permis de gagner de l'argent ces dernières années de crise. Ils seront pris en étau entre les tensions sur les prix et des ventes insuffisantes. Une fantastique fenêtre de tir pour les constructeurs automobiles chinois qui sont en embuscade pour inonder le marché européen de leurs voitures électriques à prix cassés.

Nabil Bourassi

* * *

Fonction publique : les dossiers chauds de la rentrée – Acteurs Publics

La rentrée va notamment être marquée par le lancement du chantier des carrières et des rémunérations, annoncé par Emmanuel Macron durant la campagne présidentielle. Un dossier ultrasensible dans un contexte lui aussi particulier, celui des élections professionnelles de la fonction publique.

Les prochains mois s'annoncent particulièrement chargés pour la fonction publique. La rentrée sera en effet notamment marquée par le lancement du grand chantier des carrières et rémunérations. Une promesse de campagne d'Emmanuel Macron qui devait à l'origine être initiée dès cet été.

Les travaux de concertation avec les syndicats et les représentants du personnel doivent ainsi débiter en septembre. Aucun agenda précis ne leur a pour autant été adressé par le gouvernement. Ce sera un premier temps de discussion *“très ouvert et exploratoire”*, avait promis le ministère de la Transformation et de la Fonction publiques.

Ces travaux devraient ensuite être suspendus à l'automne de manière à tenir compte des élections professionnelles en décembre prochain. Un *“cycle de*

négociations” plus formel s’engagera ensuite, l’objectif du gouvernement étant de faire aboutir ce chantier *“au premier semestre 2023”*.

Plusieurs pistes sur la table

Les enjeux sont de taille en tout cas, le chef de l’État ayant promis de larges bouleversements. Lors de la campagne, il avait ainsi promis de *“rebattre les cartes de l’organisation de la rémunération”* dans la fonction publique pour *“rendre les carrières plus attractives et les progressions de carrières plus différenciantes”*. Emmanuel Macron pointait alors les *“rigidités”* du système par catégories (A, B, C) : *“On le voit bien, il est un peu à bout de souffle”*.

Charge désormais au ministre de la Transformation et de la Fonction publiques, Stanislas Guerini, de conduire ce chantier qui s’annonce d’ores et déjà ultrasensible, tant les syndicats se sont montrés critiques envers les premières pistes avancées par l’équipe Macron. En particulier, la mise en avant de l’intéressement personnel comme collectif ou encore le développement de la rémunération au mérite. D’autres pistes ont également été avancées par Stanislas Guerini telles que l’instauration d’un système de *“garanties socles”* et la mise en place d’*“accélérateurs de carrière”* pour reconnaître l’engagement.

Un contexte d’élections

La sensibilité du chantier, par ailleurs, ne manquera pas d’être exacerbée par le contexte social particulier dans lequel s’engageront ces travaux. À savoir celui des élections professionnelles où les syndicats, pour conforter leur position, ne manqueront pas de monter au créneau pour défendre leurs arguments sur les carrières et les rémunérations. Quitte, certainement et pour certains d’entre eux, à jouer la carte de la surenchère.

Le scrutin de décembre prochain sera d’ailleurs unique à plus d’un titre. Il sera ainsi tout d’abord marqué par la mise en place des nouvelles instances de dialogue social que sont les comités sociaux, nés de la fusion des actuels comités techniques (CT) et des comités d’hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT). Le

scrutin sera aussi celui de la généralisation du vote électronique à l'État, après y avoir été expérimenté en 2014 et 2018. Un défi organisationnel.

Au-delà de ces deux "innovations", le principal enjeu de ces élections sera encore celui de la participation des agents publics. Pour rappel, lors du dernier scrutin, en 2018, la participation était passée sous la barre des 50% pour la première fois. Une baisse qui ne peut qu'interroger sur l'avenir du dialogue social dans la fonction publique et sur la légitimité des organisations syndicales à porter les revendications du personnel. La balle est désormais dans le camp des syndicats. Charge à eux de mobiliser alors que la participation comme les syndicats pourraient également pâtir de la révision et de la réduction des compétences des commissions administratives paritaires (CAP). L'action des représentants du personnel au sein de ces commissions était en effet jusqu'alors l'une des principales causes d'adhésion des agents publics aux organisations syndicales.

La poursuite des discussions sur la protection sociale complémentaire

La rentrée sera en effet l'occasion de la reprise de la négociation sur les risques de prévoyance au sein de la fonction publique d'État. Le gouvernement espère "*parvenir à la stabilisation*" d'un accord en fin d'année, avant une signature espérée début 2023. Cette négociation avait été ouverte au mois de juin dans le prolongement de l'accord de méthode signé le 4 avril dernier entre le gouvernement et 6 des 7 syndicats représentatifs dans le versant de l'État. À savoir la CGT, la CFDT, l'Unsa, la FSU, Solidaires et la CFE-CGC. Seule Force ouvrière, le premier syndicat de l'État, avait refusé de le signer. Cet accord de méthode, pour rappel, s'inscrivait dans la lignée d'un accord précédent, l'accord interministériel du 26 janvier 2022 sur la protection sociale complémentaire des agents de l'État. Celui-ci était venu préciser les modalités de mise en œuvre de la nouvelle obligation de participation des employeurs publics au financement de la complémentaire santé de leurs agents (à hauteur de 50 %). Surtout, l'État s'engageait à lancer des discussions sur la prévoyance pour améliorer la protection des agents. Ce qui est désormais chose

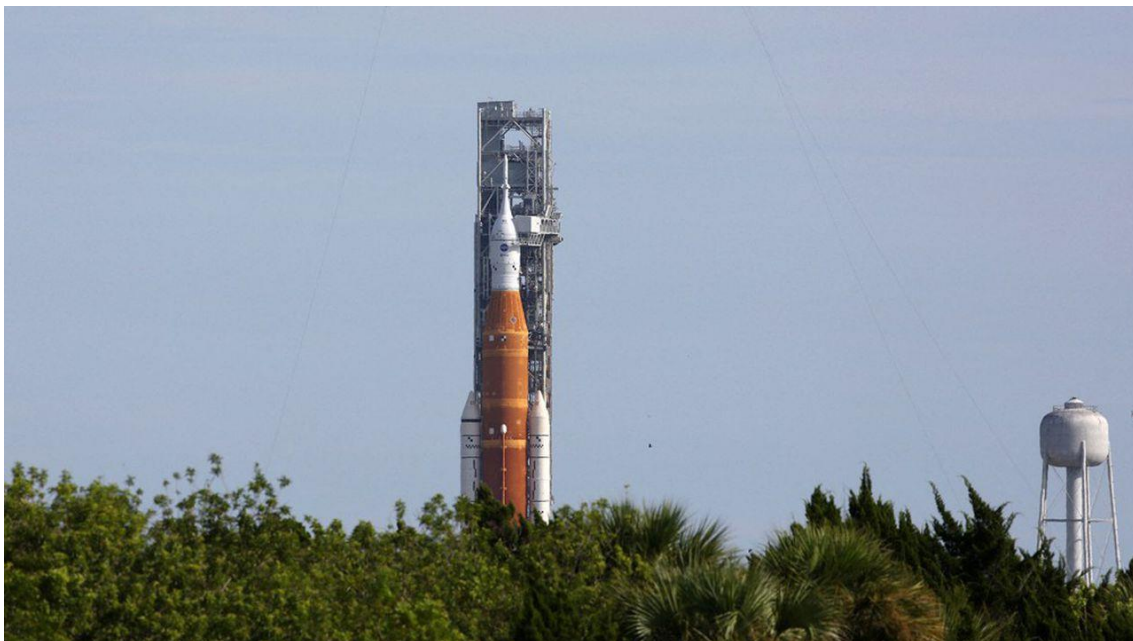
faite. À noter aussi que les discussions vont se poursuivre dans la [territoriale](#) pour approfondir la réforme de la protection sociale complémentaire.

PAR BASTIEN SCORDIA

* * *

Avec Artémis 1, les Etats-Unis entament leur retour sur la Lune – Les Echos

La mission Artémis 1 doit s'élancer ce lundi de Cap Canaveral en Floride, pour un vol de quarante-deux jours sans astronautes à bord, destiné à tester les technologies. Préalable aux explorations spatiales plus longues et plus lointaines, le retour d'un Américain sur la Lune est prévu pour 2025, au plus tôt.



La mission Artémis 1 doit s'élancer ce lundi depuis Cap Canaveral (Floride). (Gregg Newton/AFP)

Par [Véronique Le Billon](#)

Publié le 29 août 2022 à 7:27 Mis à jour le 29 août 2022 à 8:25

Les Etats-Unis ont à nouveau rendez-vous avec la Lune. Cinquante ans après le dernier vol habité de la mission Apollo (Apollo 17 en 1972), l'agence spatiale américaine (Nasa) doit envoyer vers la Lune, ce lundi à partir de 14 h 33 heure

française, la nouvelle fusée SLS - la plus puissante au monde - et sa capsule Orion.

Plus de 100.000 personnes étaient attendues autour de Cap Canaveral, sur la côte est de la Floride, pour assister au décollage et à cette nouvelle étape historique de l'exploration spatiale. Tout en scrutant la météo souvent agitée sur cette côte Atlantique, la Nasa a annoncé dimanche matin un temps a priori acceptable à 80 % en début de lancement et 60 % en fin de tir. Si le vol devait être annulé, il serait remis au 2 septembre au plus tôt, avec une nouvelle fenêtre de tir prévue le 5 septembre.

La mission Artémis 1 donne le coup d'envoi concret du programme américain de retour sur la Lune, « un programme d'exploration durable qui permettra de faire atterrir la première femme et la première personne de couleur sur la Lune, de développer un avant-poste en orbite lunaire, et de construire les capacités scientifiques et technologiques nécessaires aux missions vers Mars - et au-delà », rappelle l'administrateur de la Nasa, Bill Nelson, dans son dernier [plan stratégique](#) .

Ce premier vol, qui se fera sans astronautes à bord, doit durer 42 jours et aura pour objectif principal de tester les technologies et de « réduire les risques », a rappelé vendredi lors d'une conférence de presse Jim Free, l'administrateur associé de la Nasa chargé du développement des systèmes d'exploration. « Ce que j'aime avec Artémis 1, c'est que nous poussons vraiment le matériel », a pointé Doug Hurley, l'un des astronautes à bord de la capsule de [SpaceX vers l'ISS en 2020](#) et désormais chez Northrop Grumman, qui produit des éléments de la fusée.

Répondre aux ambitions de la Chine

Le calendrier du retour d'un Américain sur la Lune, encore flou dans les années 2010, avait été avancé par Donald Trump pendant son mandat, à 2024. Il s'agissait alors pour l'ancien président de répondre aux ambitions spatiales de la Chine , et de renouer avec le symbole politique de la grande épopée spatiale. Les deux superpuissances se font désormais concurrence dans le « new space » : il y a eu ces dix dernières années quelque 264 milliards de dollars d'investissement en capital dans l'industrie spatiale, dont 46 % aux Etats-Unis et 30 % en Chine, selon les données de la société d'investissement Space Capital .

Sans équivoque mais sans emphase, Joe Biden a confirmé la poursuite du programme lunaire de la Nasa à son arrivée à la Maison-Blanche il y a dix-huit mois. « L'impulsion politique va dans la bonne direction, et le président a nommé comme administrateur de la Nasa un ancien sénateur [Bill Nelson,

NDLR], ce qui doit aider dans les discussions avec le Congrès », pointe Peter Juul, analyste au centre de réflexion American Progress (CAP).

Les délais du programme Artémis ont toutefois déjà dérapé, et le retour d'un Américain sur le sol lunaire est désormais prévu au plus tôt en 2025. Après la première mission Artémis 1 vers la Lune, un deuxième vol est ainsi prévu en 2024 avec des astronautes à bord de la capsule Orion, mais ils resteront encore en orbite lunaire.

C'est seulement la mission Artémis 3 qui se posera sur la Lune. Il faut d'ici là mettre au point l'alunisseur (Starship HLS) commandé à SpaceX en 2021, qui permettra de faire l'aller-retour entre la capsule Orion en orbite et la surface de la Lune. Une station lunaire, baptisée « Gateway » (ou LOP-G) et qui permettra ensuite des séjours pour une exploration plus complète de la Lune, est aussi en phase de construction avec les partenaires de la Station spatiale internationale (ISS).

Convaincre le Congrès

Alors que la Nasa a relancé les vols habités vers l'ISS , l'exploration spatiale fait toujours vibrer aux Etats-Unis. Mais les Américains privilégiaient malgré tout, lors des cinquante ans du premier pas sur la Lune en 1969, d'utiliser désormais la Nasa pour étudier en priorité le système climatique de la Terre plutôt que pour envoyer des humains sur la Lune ou Mars, selon une étude de Pew Research .

L'agence spatiale publique doit chaque année convaincre le Congrès de la nécessité des financements budgétaires pour Artémis. Au titre de l'année 2023, l'administration Biden demande pour l'agence fédérale quelque 26 milliards de dollars , (+10 % par rapport à l'exercice 2022) dont 7,6 milliards de dollars « pour faire avancer la mission Artemis et le retour des astronautes américains sur la Lune dès 2025 ».

Véronique Le Billon (Bureau de New York)

* * *

Les Vingt-Sept réfléchissent à de nouveaux soutiens à l'Ukraine – Les Echos

Les ministres de la Défense et des Affaires étrangères de l'UE se réunissent cette semaine à Prague. Ils examinent la possibilité d'aider l'armée ukrainienne

à manier des matériels et à s'organiser. Certaines capitales veulent refuser à tous les citoyens russes des visas pour l'Europe.



Josep Borrell, le chef de la diplomatie de l'UE, a révélé que l'Union européenne envisage la création d'une mission de « formation » de l'armée ukrainienne. (Kenzo TRIBOUILLARD/AFP)

Six mois après l'invasion de l'Ukraine, c'est encore le conflit aux portes de l'UE qui occupera les Vingt-Sept, cette semaine, au cours de deux conseils des ministres informels qui se tiendront à Prague (la Tchéquie assume jusqu'à la fin de l'année la présidence de l'Union).

La première réunion rassemblera à partir de lundi soir les ministres de la Défense, qui échangeront avec des représentants de l'ONU et de l'Otan pour évoquer deux régions en particulier : l'Afrique et les Balkans occidentaux. Cet été, de fortes tensions se sont réveillées à la frontière entre [la Serbie et le Kosovo](#), au point de faire craindre des affrontements. Dimanche, le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, a pu annoncer un progrès significatif : un accord permis par la médiation européenne entre Belgrade et Pristina sur la circulation entre les deux pays et les exigences réglementaires à leur frontière.

Les ministres échangeront aussi sur la meilleure manière de soutenir l'effort militaire de l'Ukraine, dont les besoins évoluent continuellement à mesure que la guerre perdure. L'UE a déjà puisé 2,5 milliards d'euros dans la Facilité européenne pour la paix (auxquels s'ajoutent les aides bilatérales des Etats membres).

Faux narratifs

La semaine dernière, Josep Borrell a révélé lors d'une conférence à Santander, en Espagne, que l'UE envisage la création [d'une mission de « formation »](#) de l'armée ukrainienne. « Une guerre qui dure et qui semble devoir durer nécessite un effort non seulement en matière de fourniture d'équipement, mais aussi d'entraînement et d'assistance à l'organisation de l'armée », a-t-il déclaré. L'UE a déjà fourni ce genre de soutien au Mali, au Mozambique, et au Niger, notamment.

Les ministres des Affaires étrangères se pencheront eux aussi sur l'Afrique et les stratégies à adopter pour contrer les faux narratifs qu'y déploient des puissances hostiles à l'UE, au premier rang desquelles la Russie.

Ils s'empareront en outre du dossier des visas européens accordés aux touristes russes, un sujet devenu polémique. Les pays voisins de la Russie réclament de ne plus en accorder du tout. [La Finlande](#), qui traite environ 1.000 demandes de visas chaque jour, a décidé de ne plus valider que 10 % des dossiers à partir du 1^{er} septembre. Mais de nombreux touristes arrivent actuellement à l'aéroport d'Helsinki avec des visas délivrés par d'autres Etats membres.

Interdiction totale

« Il n'est pas juste que les citoyens russes puissent entrer en Europe, dans l'espace Schengen, faire du tourisme pendant que la Russie tue des gens en Ukraine », a souligné Sanna Marin, la Première ministre finlandaise. Son homologue estonienne, Kaja Kallas, estime pour sa part que « visiter l'Europe est un privilège, pas un droit humain ». Les vingt-six pays de l'espace Schengen ont reçu 536.000 demandes de visas de la part de Russes en 2021.

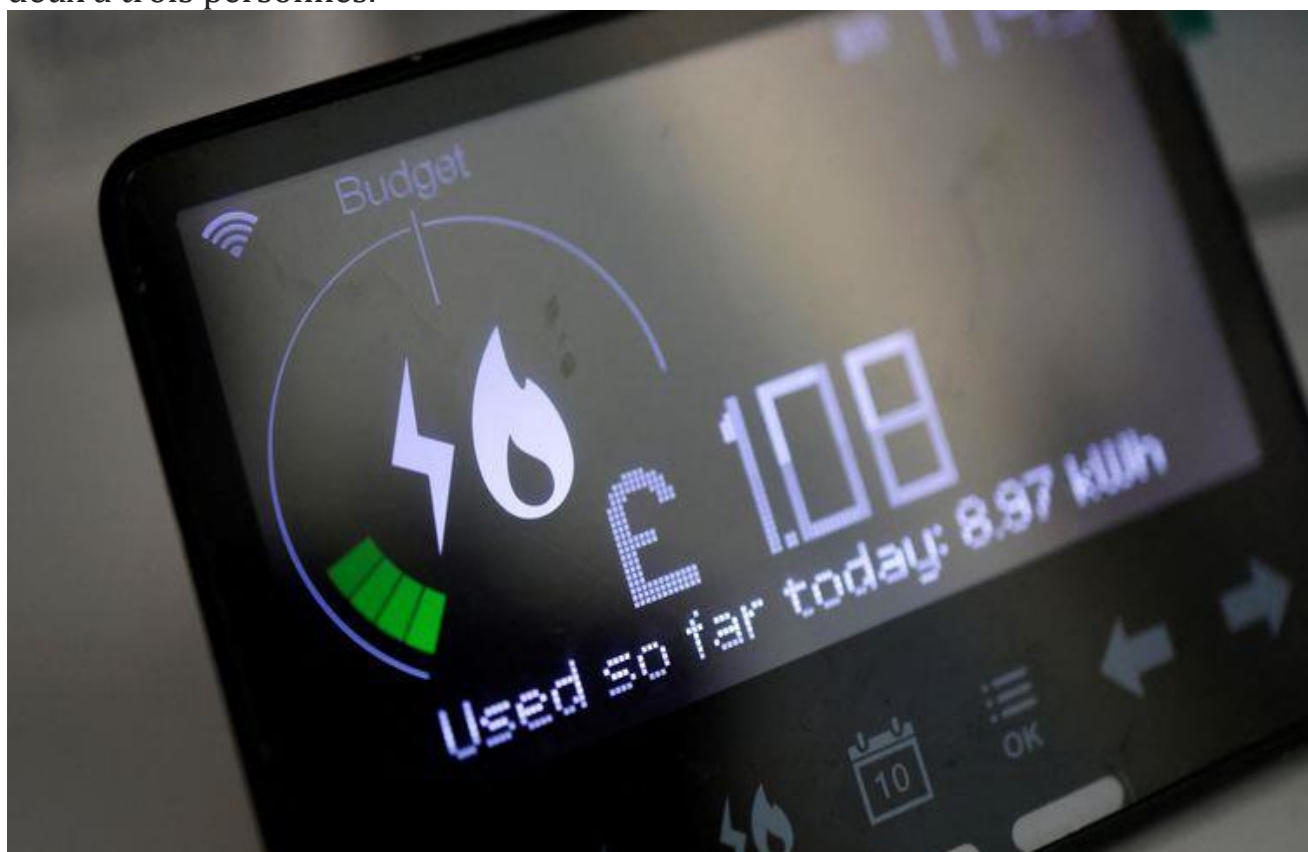
Si la présidence tchèque s'est dite ouverte à une interdiction totale, plusieurs Etats membres ont affiché leur désaccord. Le chancelier allemand, Olaf Scholz, s'oppose à un arrêt total de l'octroi de visas, car cela pénaliserait « tous les gens qui fuient la Russie parce qu'ils sont en désaccord avec le régime russe », selon lui. Josep Borrell est sur la même ligne. Dans les milieux diplomatiques, on souligne l'importance de continuer à protéger les dissidents, opposants, journalistes (et leurs familles) qui veulent quitter leur pays. On estime à 300.000 le nombre de citoyens russes qui sont partis depuis la fin février.

L'UE a déjà suspendu partiellement les facilités de délivrance des visas de court séjour prévues dans un accord bilatéral UE-Russie, interdisant l'entrée à certaines catégories de personnes liées au gouvernement. [La commissaire aux Affaires intérieures](#), Ylva Johansson, a prévu de se rendre en Finlande et en Lettonie début septembre.

* * *

Royaume-Uni : face aux factures d'électricité qui explosent, les Britanniques "ne savent plus quoi faire" – France Info

Au Royaume-Uni, les ménages sont confrontés à une double pression sur leur consommation d'énergie, entre crainte des black-out cet hiver, en raison de stocks insuffisants et explosion des prix. Les prévisions évoquent une facture annuelle de 4000 euros à partir d'octobre pour un foyer de deux à trois personnes.



Sur cette photo d'archive prise le 4 février 2022, un compteur d'énergie intelligent, utilisé pour surveiller la consommation de gaz et d'électricité, est représenté dans une maison de Walthamstow, dans l'est de Londres. (TOLGA AKMEN / AFP)

Les stocks insuffisants d'énergie au Royaume-Uni mettent aujourd'hui une double pression sur les ménages britanniques : il y a d'abord la crainte des black-outs cet hiver... Mais il y a aussi la question des prix. Le régulateur Ofgem a annoncé un relèvement du plafond tarifaire de 80% en octobre. Les prévisions évoquent une facture annuelle de 4000 euros à partir d'octobre pour un foyer de deux à trois personnes.

>> Prix de l'électricité : "C'est dur, mais c'est rentable", ces Français ont choisi un contrat alternatif pour faire des économies

C'est surtout pour alléger les factures, mais depuis quelques semaines James chasse la moindre économie d'énergie : *"On a des factures très élevées, autour de 170 livres par mois, et nous sommes encore en été. On essaie de comprendre ce qui nous coûte si cher : on allume le four, puis on regarde le compteur. Mais rien que nos parts fixes reviennent à 120 livres par mois."*

"Il arrive un moment où vous ne pouvez plus rien faire"

Seulement, les prix augmentent depuis plus d'un an... Una, maman célibataire de deux enfants, ne voit pas très bien sur ce quoi elle peut encore rogner, a fortiori avec cette hausse de 80% annoncée au 1er octobre : *"Je suis hyper écolo : toutes mes ampoules sont basse consommation, j'éteins toute la nuit. Mais il arrive un moment où vous ne pouvez plus rien faire. Quand les gens disent devoir choisir entre se faire manger ou chauffer la maison, je comprends totalement. Ce n'est plus une histoire de responsabilité individuelle, il n'y a plus rien à faire."*

80% increase in energy bills announced. Where is the Government? Do we still have a Government? On BBC news talking about Labour's proposal to freeze energy prices now to get real help to people over the coming winter. [@BBCNews](https://www.bbc.com/news/health-61444444) pic.twitter.com/6wP6rWvgYX

— Pat McFadden (@patmcfaddenmp) [August 26, 2022](https://www.bbc.com/news/health-61444444)

Le Royaume-Uni pourrait en plus connaître des pannes de courant cet hiver, les fournisseurs pourraient d'ailleurs accorder des remises à leurs clients qui font tourner leurs lave-linges la nuit, par exemple. Pourquoi pas, estime Katerina... *"Ça ne me dérangerait pas d'utiliser les machines en heures creuses, si c'est moins cher, mais je trouve que ça ne devrait pas être le cas : certains ne peuvent pas faire ça, par politesse."*

Réduire la dépendance au gaz et au pétrole

L'une des solutions, proposée par la probable future Première Ministre Liz Truss : réduire la contribution écologique des consommateurs, 10% des factures, qui finance les énergies renouvelables... Contre-productif pour Tessa Khan, du think tank écologiste Uplift, interrogée par la BBC : *"La raison fondamentale du problème, c'est que nous sommes hautement dépendants, au Royaume-Uni, du gaz et du pétrole. Nous devons davantage utiliser l'abondance de ressources renouvelables que nous avons ici, et qui*

est en ce moment 9 fois moins chère que le gaz ! Nous pourrions en produire beaucoup plus."

Truss' energy bill help plan will save just £11 despite costs soaring to £3,549 <https://t.co/EkgeaX4c7o>

— The Sun (@TheSun) August 27, 2022

Le renouvelable représente moins de 15% du mix énergétique britannique. Autre solution de moyen terme avancée par les ONG : un généreux programme d'isolation des logements, parmi les plus grandes passoires énergétiques d'Europe.

* * *

Pour adhérer à notre syndicat il suffit de [télécharger le bulletin d'adhésion](#) sur notre site, le remplir et le renvoyer accompagné du paiement correspondant.